

Quelles pistes pour la souveraineté/sécurité alimentaire ?

Fiche **QUESTIONS SUR...** n° 10.02.Q04

juillet 2022

Mots clés : souveraineté alimentaire - sécurité alimentaire

Sanitaire, alimentaire, industrielle, technologique, énergétique, déclinée sur tous les modes, l'idée de souveraineté éveille beaucoup d'espoirs, d'ambitions ...et d'appétits.

Les écologistes y voient un virage vers un futur plus naturel, les techniciens une priorité absolue redonnée au développement de la production, les altermondialistes un recul de la mondialisation, les nationalistes un recentrage hexagonal. Pour d'autres au contraire ce serait une étape supplémentaire dans l'intégration européenne, et pour beaucoup un virage vers davantage de proximité. Chacun y loge en fait une partie des rêves, des croyances ou des convictions qu'il porte en lui depuis longtemps.

Quelles perspectives pour la souveraineté alimentaire ?

Comment le monde agricole voit-il la notion de souveraineté alimentaire ?

Le monde agricole voit la souveraineté alimentaire comme un virage politique porteur d'avenir, aussi en son nom :

- les céréaliers demandent, par solidarité mondiale, une réelle politique exportatrice ;
- les éleveurs bovins ou les producteurs de fruits et légumes, voudraient un recentrage sur la production locale et un frein aux importations ;
- les viticulteurs militent pour une sécurisation de leurs courants commerciaux d'exportation ;
- les responsables agricoles y trouvent un argument déterminant pour une PAC renforcée, assortie d'un budget à la hausse ; ils œuvrent pour que la crainte de pénuries hisse l'agriculture au rang de priorité nationale de premier plan ;
- beaucoup d'agriculteurs se félicitent d'une reconnaissance enfin retrouvée, y voient une forme de pouvoir reconquis, espèrent en recevoir beaucoup, et surtout trouver de meilleurs revenus !

Non, nous n'avons pas délégué à d'autres notre alimentation

La France ne risque pas une pénurie alimentaire : la crise du début 2020, liée au Covid 19, a montré que sa chaîne alimentaire a su s'adapter avec une agilité exceptionnelle aux transferts de lieux d'achats et de gamme de produits achetés, face au confinement et à la fermeture des restaurants ; le transport aura cependant souvent été un point de tension.

Le souci des agriculteurs n'a pas été de pallier une pénurie, mais au contraire de trouver des débouchés, en particulier pour les produits hauts de gamme (fromages AOP, vins, morceaux nobles de viande bovine), et pour ceux commercialisés en circuit court ; en effet, pour ces deniers, une fragilité est apparue en mars 2020 en raison du confinement des personnes et de la fermeture des marchés de plein vent.

Durant ces événements, les marchés d'exportation ont aussi été bousculés : le lait a été à la peine, tandis que le blé a bénéficié d'un vent favorable.

Oui, nous ne produisons pas tout ce que nous consommons...

La France importe de plus en plus, et cependant continue à exporter (en valeur) largement plus que ce qui est importé, même si cet écart diminue. Deux secteurs sont emblématiques sur cette : la viande, et les fruits et légumes.

Concernant les fruits et légumes, nous sommes de plus en plus déficitaires, alors que, depuis des années, nous encourageons cette consommation pour des enjeux de santé publique ! Nous importons en effet presque 50 % des légumes (hors pommes de terre) et 60 % des fruits de région tempérée que nous consommons ; et certaines filières ont presque totalement déserté notre territoire, principalement pour des raisons de compétitivité (en particulier de coûts salariaux). Comme nous incitons au développement du bio, les importations augmentent au moins aussi vite que la consommation !

Corriger cette situation demandera beaucoup d'énergies et d'investissements : il faudrait agir à la fois sur le consentement des consommateurs à payer un peu plus, sur la différenciation des produits, sur la baisse du coût du travail, et sur les gains de productivité dans les exploitations agricoles.

Oui ... mais nous ne consommons pas tout ce que nous produisons !

Nous importons presque le quart de la viande bovine que nous mangeons (à 50 % du *haché*), mais, paradoxalement :

- nous exportons beaucoup de jeunes mâles vivants qui – s'ils étaient engraisés en France – produiraient davantage de viande que celle que nous importons ;
- et, de manière plus générale, nous exportons de la viande bovine.

De même, nous importons un quart de la viande de porc que nous mangeons, alors que notre production porcine est supérieure de 15 % à notre consommation, et que nous exportons presque un cochon sur trois ! En valeur, nous sommes, pourtant, largement déficitaires, car nous exportons de la viande brute mais importons beaucoup de produits *premier prix* transformés.

En volailles, depuis 2016, la France affiche un très léger déficit (5 %) en volume et en valeur : nous importons plus de 40 % de poulets que nous consommons, tout en exportant, vers l'UE et les pays tiers.

Notre consommation n'est donc pas en phase avec notre production (ou l'inverse !), et ce pour deux raisons essentielles :

- L'équilibre des produits : nous consommons plus de steaks hachés et moins de beaux morceaux, ou peu de viande issue des bovins mâles ; et moins de poulets entiers, contre davantage de *découpe*, ce qui pénalise les poulets labels...
- Le prix de revient : nous importons principalement les produits les moins chers (viande hachée fraîche ou congelée, découpe de volailles...), souvent pour la restauration collective et pour l'industrie de transformation.

Et pourtant, dans le secteur des viandes, si nous le voulions et l'organisions autrement, nous aurions à portée de main tous les éléments de l'autosuffisance.

Oui, nous sommes un grand pays exportateur.

La France est une grande exportatrice de semences, de vins et spiritueux, de céréales (50 % de sa production), de produits laitiers (40 % de sa production) et de sucre. La gastronomie française étant mondialement plébiscitée, exporter nos produits contribue à notre rayonnement.

Mais surtout, au moment où l'ONU alerte sur le risque de famine, exporter des céréales, des fromages et de la poudre de lait, est une contribution significative à la sécurité alimentaire mondiale. Ces exportations sont donc importantes d'un point de vue géopolitique.

Non, notre agriculture n'est pas autonome.

Nous importons énormément de composants nécessaires à la production agricole : les carburants, la majeure partie des engrais, une part importante des matières actives composant les produits phytosanitaires, et beaucoup de machines agricoles ou d'éléments qui les composent. À l'heure des chaînes de valeur mondialisées, c'est un point de fragilité. : des ruptures d'approvisionnement ou des surenchères de prix sont toujours possibles.

Nous sommes très dépendants de la Russie et de la Biélorussie pour les engrais et l'énergie. La guerre en Ukraine l'a clairement illustré.

Si la souveraineté alimentaire devient un enjeu majeur, il faudra construire des plans de continuité par filière ; par exemple, pour les engrais azotés, peut-être faudra-t-il des réserves stratégiques et des contrats long terme comme pour le pétrole ou le gaz. Mais il s'agit là d'une politique industrielle davantage que d'une politique agricole.

Nous sommes également très dépendants de l'étranger pour l'alimentation des animaux en protéines (soja) ; aussi conviendrait-il :

- d'organiser l'autonomie fourragère des élevages, en particulier par une meilleure valorisation des prairies ;

- mais aussi de développer de manière rentable la production de protéines végétales (lupins, luzerne, soja, pois, féverole...) par les cultivateurs.

C'est là un vrai défi agricole.

D'autres faiblesses sont liées aux grands facteurs influençant l'agriculture : foncier, eau et travail.

- Le foncier est un bien limité, soumis à la concurrence avec la forêt et la progression de l'artificialisation des sols. Notre potentiel agricole doit-il être sanctuarisé ?
- La question du stockage de l'eau devient capitale, face à l'augmentation annoncée des températures et au changement du régime des pluies.
- Enfin les confinements liés au Covid 19 ont montré que l'agriculture est devenue très dépendante de l'étranger pour le travail saisonnier.

Alors souveraineté alimentaire de quoi es-tu le nom ?

Nous n'allons pas inventer les phosphates que nous n'avons pas dans notre sous-sol ! Sur ce point, par exemple, nous ne serons donc jamais autonomes.

Aussi à l'idée de souveraineté, d'autonomie et d'autosuffisance, faut-il préférer l'idée de sécurité alimentaire, d'autant que ce concept ne présente pas d'arrière-pensée de fermeture, de repli sur soi, mais ouvre plutôt sur l'anticipation et l'organisation.

Si la sécurité alimentaire devenait réellement un enjeu stratégique majeur, elle pourrait s'inscrire dans quatre politiques à mener simultanément :

1 - Une politique consumériste, pour construire une acceptation du consommateur à payer davantage (sous certaines conditions), car nous importons surtout des produits peu chers ; mais aussi pour modifier les habitudes alimentaires, en consommant davantage nos productions : par exemple, en respectant la saisonnalité, ou en mangeant davantage de viande bovine mâle.

Cela sonnerait le glas de la stratégie mono-centrée sur la montée en gamme.

2 - Une politique industrielle pour sécuriser l'approvisionnement des agriculteurs en intrants et en matériels.

3 - Une politique agricole appuyée sur trois axes, pouvant d'ailleurs bouleverser les priorités budgétaires :

- Développement de la production de fruits et légumes
- Développement des protéines pour l'alimentation animale
- Augmentation de l'efficacité des exploitations, et donc diminution de leur dépendance aux intrants, évolutions vertueuses pour l'environnement

4 - Une politique générale pour organiser efficacement cette sécurité alimentaire :

- sanctuariser le foncier agricole,
- stocker de l'eau,
- baisser le coût du travail,
- définir et articuler des gouvernances efficaces aux différentes échelles de territoires, pertinentes de la sécurité alimentaire (du canton à l'Europe).

Jean-Marie SERONIE, membre de l'Académie d'Agriculture de France

Ce qu'il faut retenir :

Apparaissant de plus en plus comme une aspiration et comme une nécessité à construire, la souveraineté – ou plutôt la sécurité alimentaire – sera très exigeante pour tous : consommateurs, industriels, politiques et surtout agriculteurs.